

Pertinence et diffusion des communs en temps de pandémie

Par Valérie PEUGEOT

Commission nationale de l'informatique et des libertés et Sciences Po Paris

En avril dernier, le « Collectif de communautés du libre, de l'*open* et des communs » publiait un « Mémoire Covid-19 pour du libre et de l'*open* en conscience », complété d'enseignements et de propositions d'actions politiques⁽¹⁾. À travers cette démarche, le collectif, constatant le rôle joué par les communs numériques dans la crise sanitaire, cherchait à en tirer des leçons pour l'avenir, et à inscrire durablement dans nos organisations politiques et sociales ces réponses aux enjeux contemporains. Quelles sont ces initiatives dont se revendique ce collectif d'une trentaine d'organisations promotrices du mémorandum ? En quoi ouvrent-elles des perspectives transformatrices de long terme ? Nous proposons de revisiter les différentes arènes dans lesquelles les initiatives de communs numériques se sont et continuent d'être déployées tout au long de cette pandémie, tout en cherchant à identifier les alternatives de long terme dont elles se veulent porteuses. C'est autant aux traces et aux germinations que nous nous intéresserons qu'aux réalisations du moment.

Mais avant cela, rappelons rapidement que par « communs » nous désignons des ressources matérielles ou immatérielles partagées et maintenues au sein d'une communauté petite ou grande, dotée de règles de gouvernance pour protéger et faire fructifier ces ressources, et génératrices de liens sociaux. Si les communs ont une longue et riche histoire derrière eux, ils connaissent depuis une petite vingtaine d'années une actualité nouvelle. Les raisons en sont plurielles : l'épuisement des idéologies réduisant les possibles devenirs du monde au marché ou/et à l'État y est pour beaucoup, les sociétés civiles cherchant dans les communs les voies d'autres modes de l'agir collectif ; la capacité des différentes approches théoriques des communs, au-delà de leur divergences, à faire tenir ensemble des alternatives tant économiques qu'institutionnelles et politiques ; les technologies numériques en sont également une cause majeure : support de nouvelles communautés épistémiques, vecteurs de circulation et de co-construction de connaissances, elles font écho à ces aspirations. Des habitats partagés aux logiciels libres, des marais de Guérande aux données numériques mutualisées, les communs se déploient aujourd'hui tant dans les espaces naturels qu'urbains ou virtuels.

Parer aux urgences : des communs transitoires

Dès le mois de mars 2020, un certain nombre d'initiatives de communs destinées à parer aux urgences les plus flagrantes se sont mises en place, portées par différents collectifs. La mise en production de visières protectrices dans les *fab-labs* et autres tiers-lieux est certainement la dynamique qui a reçu le plus d'attention médiatique : design en *open source*, tuto pour leur impression 3D, mise en place d'un réseau de référents régionaux... Derrière les masques, ce sont d'autres produits de première urgence qui sont conçus et fabriqués en communs : des *makers* italiens se mobilisent pour produire des valves destinées aux dispositifs de réanimation, des collectifs français s'attellent au gel hydro-alcoolique en reprenant la composition préconisée

(1) <https://covid19-open.frama.io/memo/>

par l'OMS, aux surblouses pour les soignants, ou encore aux respirateurs⁽²⁾. Sur le site de « FabriCommuns »⁽³⁾, dons de matériaux, production, mise à disposition de points relais..., c'est toute la chaîne logistique qui est pensée comme un commun, tout comme sur « Covid-initiatives »⁽⁴⁾. Si ces produits n'ont été utiles qu'à titre transitoire, le temps que les industriels se mettent en ordre de marche pour produire à hauteur des besoins, ils ont fait preuve d'une capacité auto-organisatrice dont les effets sociaux résonnent au-delà du temps de la production. Ainsi à Premià de Mar, commune catalane, 50 bénévoles se sont mobilisés pour produire et distribuer des masques auprès des personnes âgées, notamment dans les maisons de retraite⁽⁵⁾.

Autre exemple d'une réponse construite dans l'urgence, l'initiative « Solidarité numérique » portée par la SCIC⁽⁶⁾ La MedNum, qui regroupe les acteurs de la médiation numérique, est venue pallier le besoin d'accompagnement dans les démarches dématérialisées. Alors que des millions de Français devaient du jour au lendemain faire l'apprentissage du numérique, que ce soit pour des besoins les plus élémentaires et essentiels – accéder à ses droits CAF – aux plus inédits – téléconsulter un médecin –, les services publics dont les salariés n'étaient ni outillés ni formés à télétravailler offraient porte close. Lancée en quelques jours dès la mi-mars 2020 et pensée comme un commun, « Solidarité numérique » propose un site *web* doublé d'un centre d'appel, portés par des équipes de volontaires implantés aux quatre coins de la France pour répondre aux besoins des personnes les plus éloignées du numérique. Mise à disposition de tutos en ligne, outillage de la plateforme d'appel, temps passé à répondre aux appels... autant de ressources partagées par une large communauté d'acteurs individuels et collectifs. S'il s'agit là encore d'un commun temporaire, puisque « Solidarité numérique » fonctionne désormais avec des salariés et des subventions publiques, cette initiative a contribué durablement à mettre en visibilité la question récurrente, mais structurellement sous-traitée, de l'inclusion numérique, et l'action de milliers de médiateurs numériques.

Les communs au secours de l'école

Sur la scène de l'école, dont les millions d'élèves se sont trouvés privés du jour au lendemain, les communs ont d'abord servi de révélateur aux impensés de l'action publique. ENT (espace numérique de travail) et CNED (centre national d'enseignement à distance) inaccessibles, infrastructures sous-dimensionnées, enseignants impréparés... l'école à la maison s'est vite transformée en cauchemar familial. Un cauchemar qui s'est renouvelé lors du troisième confinement en avril 2021, alors que l'Éducation nationale avait disposé d'un an pour monter en puissance et sécuriser ses équipements. Dès le premier confinement en mars 2020, nombre d'enseignants, soucieux de ne pas se rabattre sur les services des acteurs états-unis, se sont tournés vers les outils mis à disposition par Framasoft, une association qui depuis 20 ans déploie des logiciels libres au service, notamment, de la communauté éducative. Une situation paradoxale quand on sait que depuis une dizaine d'année l'Éducation nationale se désintéresse totalement des logiciels libres au profit des Edutech et des Gafa, à l'instar de l'accord conclu entre l'institution et Microsoft en 2015, et renouvelé en septembre 2020 (Gosset, 2021). Gageons qu'un des mérites de la crise aura été d'ouvrir une brèche dans cet aveuglement idéologique de l'Éducation nationale à la pertinence des logiciels libres, notamment en termes de souveraineté : le lancement du site « <https://apps.education.fr/> » qui recense et propose des outils libres aux agents de l'Éducation nationale pourrait en être le signe.

(2) <https://www.usinenouvelle.com/article/covid-19-pour-creer-masques-gels-et-respirateurs-les-makers-et-fablabs-francais-se-coordonnent.N943511>

(3) <https://fabriccommuns.org/>

(4) <https://covid-initiatives.org/>

(5) <https://commonhorizons.cc/fr/qu-il-ne-manque-pas-de-masques/>

(6) Société coopérative d'intérêt collectif.

À côté des outils et des infrastructures ouvertes, les ressources éducatives libres ont également prospéré durant la crise. Ces matériaux d'enseignement, produits par des enseignants et diffusés gracieusement sous licence libre, ne datent pas de la pandémie. Mais confrontés à des contenus inexistantes ou insuffisants, générateurs d'inégalités entre les élèves, les enseignants ont alors multiplié les pratiques d'échanges de ressources, mutualisant les contenus et élaborant collectivement des scénarios d'apprentissage en s'appuyant sur les réseaux éducatifs en pair-à-pair. Comme le constate Stéphane Germain⁽⁷⁾, proviseur adjoint à Nantes, cette dynamique a permis de rouvrir le débat sur l'accès aux communs de la connaissance, et le rôle que le service public devrait y jouer. Côté États-Unis, l'initiative prise par la bibliothèque en ligne Internet Archive va dans le même sens : avec le lancement de la « Bibliothèque nationale d'urgence »⁽⁸⁾, ce sont pas moins de 1,4 millions de *e-books* qui ont été mis temporairement en libre accès, pour permettre aux étudiants confinés de continuer d'étudier.

Au-delà des logiciels et des contenus, c'est la dynamique sociale enclenchée pendant la crise qui marque les esprits. En novembre 2020, alors que l'Éducation nationale organisait les États généraux du numérique éducatif, se tenaient en parallèle, sous l'impulsion de l'association « Faire école ensemble », les États généraux du numérique libre et des communs pédagogiques⁽⁹⁾, qui ont élaboré une trentaine de pistes d'actions. Une dynamique qui se prolonge à travers un cycle fourni de webinaires ouverts permettant de se former au libre et aux communs éducatifs⁽¹⁰⁾.

De l'insoutenabilité des enclosures des connaissances face au virus

Sans surprise, la question des communs de la connaissance a largement débordé de l'arène de l'école pour s'étendre à la question de la gestion sanitaire et scientifique de la crise. Rappelons brièvement que, bien loin de l'éthos scientifique prôné par le sociologue des sciences Robert King Merton (1942), au premier rang duquel figure le partage des connaissances qu'il intitule le « communalisme », la science subit depuis de longues décennies l'assaut des promoteurs de droits de propriété intellectuelle renforcés (de Rosnay et Le Crosnier, 2019). Allongement de la durée des brevets et du droit d'auteur, publications scientifiques contrôlées par des maisons d'édition aux tarifs exorbitants, baisse des financements de la recherche publique amenant celle-ci à chercher des subsides *via* la propriété intellectuelle..., les causes et manifestations de ces enclosures de la connaissance sont variées. Elles ont fait émerger en retour un mouvement en faveur de la science ouverte, incitant tant au partage des données scientifiques qu'à celui des publications, mouvement qui progresse y compris au sein des institutions françaises et européennes, mais reste quantitativement minoritaire.

La Covid-19 est venue en quelques semaines donner une impulsion nouvelle à la science ouverte. La question d'une levée de ces enclosures s'est schématiquement portée sur trois objets : les résultats des recherches médicales ; les données épidémiologiques et les algorithmes ; et enfin les vaccins eux-mêmes, avec des succès inégaux à ce jour.

C'est certainement du côté de la publication des résultats de la recherche que l'avancée vers une « commonisation » a été la plus flagrante. Après que plusieurs collectifs, notamment de bibliothèques, ou la fondation Wellcome, ont appelé à l'ouverture de l'accès aux publications

(7) GERMAIN S. (2020), « Garantir des ressources éducatives libres pour l'accès aux communs de la connaissance », *Médiapart*, 11 mai : <https://blogs.mediapart.fr/stephanegermain/blog/110520/garantir-des-ressources-educatives-libres-pour-l-acces-aux-communs-de-la-connaissance>

(8) National Emergency Library : <https://blog.archive.org/national-emergency-library/>

(9) États généraux du numérique libre et des communs pédagogiques : https://wiki.faire-ecole.org/wiki/Etat_g%C3%A9n%C3%A9raux_du_num%C3%A9rique_libre_et_des_communs_p%C3%A9dagogiques

(10) Cycle de rencontres sur le libre et les communs dans l'Éducation nationale : https://wiki.faire-ecole.org/wiki/Cycle_de_rencontres_sur_le_libre_et_les_communs_dans_l_27%C3%A9ducation

scientifiques⁽¹¹⁾, des éditeurs scientifiques parmi les plus reconnus ont accepté, entre autres, que toutes leurs publications en évaluation par les pairs pertinentes au regard de la pandémie soient immédiatement publiées en *open access*⁽¹²⁾. Une avancée considérable au regard du dogme de fermeture qui domine chez ces éditeurs. Pour autant, ces publications libérées ne représentent qu'une infime partie des recherches en lien avec la Covid-19, problème redoublé par le fait que ces dernières s'appuient sur des résultats antérieurs liés à d'autres pathologies, dont les publications n'ont pas été ouvertes⁽¹³⁾. En France, où il existe une politique publique en faveur de la science ouverte pour les recherches financées sur appels à projet publics depuis 2018, le gouvernement a appelé en avril 2020 à l'ouverture complète des publications et données scientifiques issues de la recherche française en lien avec l'épidémie de Covid-19 en France.

En matière d'ouverture des données, où se jouent à la fois des enjeux de suivi épidémiologique, de conduite de politiques publiques et de transparence démocratique, l'université Johns Hopkins de Baltimore a joué un rôle moteur à l'échelle mondiale. Dès la fin 2019, elle a compilé à partir de multiples sources, mis à disposition en téléchargement⁽¹⁴⁾ et restitué sous forme d'un tableau de bord⁽¹⁵⁾ l'intégralité des données récoltées. Encore faut-il que les données soient en amont rendues disponibles. Le rôle joué en France par Guillaume Rozier, auteur du site « CovidTracker », dans lequel il recense et restitue *via* des *dataviz* toutes les données disponibles pour la France, est éclairant : le lancement de « Vaccin tracker⁽¹⁶⁾ » a forcé la main aux autorités sanitaires, qui avaient jusqu'ici conservé les informations vaccinales par-devers eux. Une situation qui n'est pas spécifique à la France : aux États-Unis, le site « CovidTracker » a été lancé en réaction au refus des "Centers for Disease Control and Prevention" de donner accès aux données sur la Covid-19. Les algorithmes de traitement de ces données ont en de rares occasions été l'objet de partages, à l'image d'un système d'apprentissage automatique destiné à prédire d'après ses radiographies thoraciques la probabilité que l'état d'un patient atteint du Covid-19 ne se détériore, coproduit par l'École de médecine de l'Université de New York et des chercheurs de Facebook AI, publiés sur GitHub, service d'hébergement et de gestion de logiciels.

Quant aux vaccins, bien avant leur autorisation de mise sur le marché, de nombreuses voix se sont levées pour en faire un commun, à l'instar de la pétition mondiale lancée par des prix Nobel, « *vaccinecommongood.org* ». Afin d'éviter que la vaccination ne soit l'apanage des pays riches, ce qui non seulement serait catastrophique pour les populations des pays du Sud mais à terme interdirait toute éradication du virus, l'Inde et l'Afrique du Sud, soutenus par une coalition d'une centaine de pays, ont proposé que les accords qui régulent la propriété intellectuelle soient suspendus, de manière à permettre une production et une distribution massives de vaccins par d'autres entreprises pharmaceutiques que celles qui sont à l'origine des principes⁽¹⁷⁾. Face à un refus catégorique des entreprises pharmaceutiques autrices des vaccins, une ICE (initiative citoyenne européenne) a été lancée⁽¹⁸⁾, dont on ne sait à date si elle a quelque chance d'aboutir. Par

(11) "Statement on the global Covid-19 pandemic and its impact on library services and resources": <https://icolc.net/statement/statement-global-covid-19-pandemic-and-its-impact-library-services-and-resources>

(12) "Sharing research data and findings relevant to the novel Coronavirus (Covid-19) outbreak": <https://wellcome.org/coronavirus-covid-19/open-data>

(13) "The Coronavirus (Covid-19) outbreak highlights serious deficiencies in scholarly communication": <https://blogs.lse.ac.uk/impactofsocialsciences/2020/03/05/the-coronavirus-covid-19-outbreak-highlights-serious-deficiencies-in-scholarly-communication/>

(14) "Covid-19 data repository by the Center for Systems Science and Engineering (CSSE) at Johns Hopkins University": <https://github.com/CSSEGISandData/COVID-19>

(15) "Covid-19 dashboard by the Center for Systems Science and Engineering (CSSE) at Johns Hopkins University (JHU)": <https://www.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>

(16) <https://covidtracker.fr/vaccintracker/>

(17) « Vaccins contre le Covid-19 : l'Afrique rêve de s'affranchir des laboratoires occidentaux », *Le Monde*, 24 mars 2021.

(18) <https://noprofitonpandemic.eu/fr/>

ailleurs, la séquence ARN du vaccin de Moderna a été publiée sur la plateforme GitHub, la rendant *de facto* accessible à tous même s'il reste juridiquement protégé⁽¹⁹⁾. Mais nous sommes loin de la "do-it-yourself biology", tant la fabrication d'un tel vaccin est complexe.

L'OMS (Organisation mondiale de la santé) a cherché à créer un cadre global à cette mise en communs de la connaissance au service de la lutte contre la Covid-19 en proposant, dès mars 2020, aux « détenteurs de propriété intellectuelle et d'autres formes de connaissances, de données cliniques et de savoir-faire pertinents pour la mise au point et la fabrication de tests de diagnostic, de dispositifs, de médicaments ou de vaccins » de contribuer à un groupement à travers la plateforme C-TAP (Technology Access Partnership)⁽²⁰⁾. Un appel qui pour l'essentiel n'a rencontré qu'un front du refus de la part des partenaires potentiels⁽²¹⁾, et qui soulève, comme l'évoque la sociologue Gaëlle Krikorian, la question plus fondamentale de l'économie morale de la santé dont nous souhaitons nous doter⁽²²⁾.

Cela pourrait sonner comme un échec des communs en santé, si une fois de plus nous ne nous penchions sur les dynamiques collectives mises en branle à la faveur de la crise. Celle-ci a vu les chercheurs aller vers des pratiques plus collaboratives, ouvrant à d'autres leurs articles avant publication (*preprints*), ou travaillant à des normes de partage de données⁽²³⁾.

Difficile à l'heure où sont écrites ces lignes de dresser un bilan de ce qui s'est joué pour les communs à l'heure de la pandémie. Les communs ont su apporter des réponses immédiates à certains enjeux soulevés par la crise sanitaire, témoignant d'une forme de réactivité et de vivacité, là où acteurs industriels comme acteurs publics se sont retrouvés souvent impuissants ou démunis. Au-delà de ces solutions, ils révèlent certaines des impasses de politiques publiques et privées des périodes récentes, et ouvrent des alternatives. Demeure la question de leur inscription durable dans nos modèles économiques et institutionnels. Les communs seront-ils à ranger au musée des « rêves du monde d'après », ou continueront-ils à ouvrir nos imaginaires politiques ?

Bibliographie

GOSSET P. Y. (2021), « La place du numérique à l'école est à l'image de la place de l'école dans la société », in LE CROSNIER H. (éd.) *L'École sans école : ce que le confinement nous apprend sur l'éducation*, C&F éditions.

MERTON R. K. (1973 [1942]), "The Normative Structure of Science", in MERTON R. K. *The Sociology of Science. Theoretical and Empirical Investigations*, Chicago, The University of Chicago Press, pp. 267-278.

DULONG DE ROSNAY M. & LE CROSNIER H. (2012), *Propriété intellectuelle : Géopolitique et mondialisation*, CNRS Éditions.

(20) "Commitments to share knowledge, intellectual property and data": <https://www.who.int/initiatives/covid-19-technology-access-pool/what-is-c-tap>

(21) "WHO platform for pharmaceutical firms unused since pandemic began": <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/22/who-platform-for-pharmaceutical-firms-unused-since-pandemic-began>

(22) « Quelle économie morale des produits pharmaceutiques voulons-nous ? », AOC, 12 février 2021 : <https://aoc.media/opinion/2021/02/11/quelle-economie-morale-des-produits-pharmaceutiques-voulons-nous/>

(23) HUMPHREYS G. (2021), "Has Covid-19 changed researcher behaviour?", March: <https://wellcome.org/news/has-covid-19-changed-researcher-behaviour>